

## LES ETUDES DU CESM



### Le Grand jeu du Grand Nord

#### Les pays concernés

- Revendications territoriales majeures pour : Russie, Canada, Norvège, Danemark (Groenland).
- Importance stratégique majeure pour USA, Chine (qui commence à se manifester au travers de partenariats noués avec le Groenland)
- Union européenne : encore assez absente du débat stratégique et des enjeux économiques.

#### Les revendications

Le cadre juridique a été mis en place dans les années soixante. En 1982, signature de la Convention sur les droits de la mer ; la convention est entrée en vigueur en 1994. Elle a été ratifiée par la Russie en 1997 et le Canada en 2003. Cette convention précise les notions de mer territoriale, de zone économique exclusive et de plateau continental.

Notons que la fonte des glaces entraîne l'apparition de nouveaux îlots et passages maritimes qui accroîtront les revendications des pays riverains

#### Les conséquences pour les détroits :

- Canada et Russie étendent leurs eaux territoriales de 3 à 12 nautiques en tirant un trait entre les pointes extrêmes des îles et proclament unilatéralement que tout ce qui est en deçà leur appartient.
- Le Canada cherche à faire valoir sa souveraineté sur le **passage du Nord-Ouest** qui relie l'Atlantique au Pacifique. Il estime que le « Passage du Nord-Ouest » est un passage intérieur du Canada.

- L'île d'Hans revendiquée par le Danemark et le Canada. En 2005, les Canadiens, après avoir mis une plaque et remplacé le drapeau danois, ont souhaité affirmer leur souveraineté sur ce caillou d'un km<sup>2</sup>, à califourchon sur la médiane séparant le Groenland et l'île d'Ellesmere, dans le détroit de Nales.
- Les Américains ne reconnaissent pas ces frontières et plaident pour un statut international des détroits. Ils examinent le projet de construire deux nouveaux brises-glaces pour marquer leur volonté de surveiller ce qui est pour eux une route commerciale internationale. Le différent entre Ottawa et Washington reste entier aujourd'hui.

#### Les conséquences pour le plateau continental :

Les pays frontaliers cherchent à augmenter leur surface de plateau continental (et donc d'accroître leur potentiel d'exploitation des ressources naturelles).

- Les Russes cherchent à démontrer que certaines parties du plancher de l'Arctique font partie du plancher continental russe. Ils ont affirmé en juillet 2007 avoir la preuve que la dorsale de Lomonossov est bel et bien une prolongation de la plaque continentale de la Russie. La Russie pourrait gagner ainsi 1 million de km<sup>2</sup> et 10 milliards de tonnes de réserves d'hydrocarbures.
- Le Danemark revendique une petite île entre Groenland et Ellesmere comme prolongement du plateau continental du Groenland
- La Norvège revendique les îles entre Norvège et Spitzberg et étendre ainsi sa juridiction sur une grande partie de la Mer du Nord et de Barents
- Les USA, qui n'ont pas signé la convention de 1987, sont attentiste mais pourraient revendiquer le plateau de l'Alaska (mer de Beaufort riche en pétrole)

#### **Ressources**

- Un quart des ressources énergétiques restant à découvrir se trouvent dans les zones arctiques :
  - Un rapport de l'IHEDN évalue à 30% des réserves mondiales le potentiel du seul Arctique Russe.
  - Pour l'US Geological Survey l'ensemble de l'Arctique recèlerait environ 18% des réserves mondiales exploitables à moyen terme.
  - Selon un des experts de l'Institut français du pétrole, l'Arctique pourrait contenir 10% des réserves mondiales de pétrole et de gaz.
  - Immense gisement de gaz naturel au large de Mourmansk : Shtokman de Gazprom pourrait couvrir tous les besoins gaziers de l'UE pendant 7 ans. Statoil, Norsk Hydro, ConocoPhillips, Chevron Texaco et Total sont tous avides d'obtenir une part du gâteau mais qui nécessite des investissements énormes : en particulier problèmes logistiques pour l'évacuation de la production. Gazprom dans un premier temps vient d'éliminer les compagnies occidentales que cette compagnie avait sollicitée dans un premier temps.
  - Copenhague vient d'accorder des concessions pétrolières à des compagnies US et canadienne à l'ouest du Groenland. Une deuxième série de concession est prévue au nord ouest du Groenland ou la firme Total est concerné

- Les USA cherchent à ouvrir l'exploitation de leurs réserves sous-marines en Alaska, une zone protégée à ce jour en tant que réserve naturelle.
  - La Norvège développe avec Statoil un gigantesque projet d'extraction de gaz naturel à Snohvit, à l'extrême nord de la Norvège.
  - A proximité, l'Italie avec la compagnie ENI ferait de même avec le projet Goliat, qui recèlerait environ 250 millions de barils équivalent pétrole
  - Se profilent également des filons encore plus colossaux, tels Fedinsky, « un prospect » situé dans une zone que se disputent la Norvège et la Russie.
- **Minerais :** beaucoup de zinc, fer, plomb, or, diamant, mais les coûts de exploitation sont aussi actuellement prohibitifs
  - **Ressources halieutiques :** l'autosuffisance alimentaire est aussi une donnée stratégique : la pêche en arctique a connu une diminution due à diverses causes : carburant trop cher, flotte obsolète, épuisement des ressources. La situation qui pourrait s'améliorer par des investissements dans l'industrie de la pêche. Par ailleurs, il faut noter que des espèces actuellement négligées pourraient être mises en valeur. Enfin, la fonte des glaces pourrait avoir l'effet bénéfique en entraînant l'augmentation des populations de morues et de harengs dans les espaces libérés par la banquise.

#### **Les événements récents (2007) qui illustrent cette « guerre » de l'Arctique :**

- Russie :
  - Dépôt du drapeau russe par 4200 m de fond près du pôle Nord (à traduire comme un message envoyé par ce pays concernant ses revendications sur l'Arctique)
  - Septembre 2007 : reprise des vols d'avions stratégiques russes dans le grand Nord russe et en arctique. Exercices militaires, essais de missiles de croisières
- Canada :
  - Décision de la construction d'un port en eau profonde et d'une base militaire canadienne à Resolute Bay dans le passage du Nord-Ouest
  - Le Canada achète en juillet 2007 une demi-douzaine de patrouilleurs arctiques de type brise glace
  - Le Canada fait de nombreux exercices pour affirmer sa souveraineté sur l'Arctique
  - Surveillance des détroits : développement d'un équivalent SOSUS, surveillance satellite, développement de radars transhorizon.
- Danemark : expédition danoise afin de cartographier les fonds marins au nord du Groenland (pour que le Danemark puisse revendiquer sa part des richesses du Grand Nord)
- USA :
  - Dans une relance de la course aux armements, projet de défense anti-missiles. Les US s'appuyant sur des bases américaines en Europe et surtout sur Thulé.

- USA : missions scientifiques en mer de Beaufort par les Coast Guards US
- Norvège : Ce pays renforce sa présence militaire en Mer de Barents. La Norvège veut se placer en gendarme « pacifique », forte de son expérience dans la région en particulier par son rôle lié à la résolution du conflit des pêches

## **Exploitation commerciale des détroits**

Passages de l'arctique pour concurrencer Suez et Malacca nécessité de s'équiper aux conditions de l'arctique

- Passage du Nord-Ouest
  - Il raccourcit de 6000 à 7000 kilomètres les routes reliant l'Europe à l'Asie ; Raccourcissement de 40 % de la route de l'Europe au Pacifique. Le Havre ↔ Yokohama : par le Horn = 32000 km, par Suez = 21000 km, par Panama= 23000 km, par le Passage du Nord-Ouest 15700km
  - Passage dangereux : les détroits ne sont pas larges. Par endroit, 900 mètres et faibles tirants d'eau (12 à 13 m). De plus, la météo est dure avec des vents violents et de très fortes marées. L'exploitation n'est a priori possible que par des navires de petit tonnage avec coques renforcées. Par ailleurs le risque des glaces dérivantes, avec la fonte de l'arctique, est permanent. Donc nécessité d'hélico de reconnaissance et d'équipages aguerris. Si on prend le cas le cas des portes conteneurs qui nécessitent une planification précise des rotations : il faut développer des navires capables de se risquer dans les glaces, pouvant naviguer toute l'année sans aide extérieure jusqu'à 1.5 mètres d'épaisseur de glace. Ce qui fait dire à certains que la première exploitation commerciale sera plutôt le tourisme et la rentabilité pour le trafic des marchandises c'est pour dans 25 ans.
- Passage du Nord-Est :
  - Ambitions des russes pour développer une voie maritime de Mourmansk à Vladivostok.
  - Mourmansk est situé sur la voie du passage du Nord-Est (pour des affréteurs cherchant à relier les ports européens et ports du pacifique par des voies plus courtes).
  - Actuellement le passage du Nord-Est n'est praticable que 30 jours par an mais à terme avec le réchauffement (augmentation de 7° au-dessus de l'océan) le passage pourrait être accessible 150 jours par an.
  - La voie commerciale doit pouvoir être ouverte en tout temps, indépendamment de l'épaisseur des glaces

- Les Russes ont beaucoup d'efforts à faire pour rendre ce passage opérationnel : sécurité des voies, soutien à la navigation (flotte de brises-glace) adaptation des législations tarifaires et douanières, infrastructures terrestres, réseaux ferrés reliant les ports de l'Arctique à l'Europe.

### **Eléments écologiques**

- Dans le développement de l'Arctique, ne pas négliger les impératifs écologiques (protocole Kyoto, ...) liés au réchauffement climatique
- Plus la banquise est restreinte plus elle est sujette à disparition,
- Le réchauffement de l'Arctique entraîne un bouleversement l'écosystème : par exemple, probable prolifération des harengs et de la morue due au recul de la banquise.

### **Les enjeux pour la France : quels sont ses intérêts et les moyens de les faire valoir ?**

Si les intérêts de la France se confondent à ceux de l'Union sur ces deux dossiers, elle en possède également qui lui sont propres :

- Les intérêts de l'Europe :
  - Assurer la sécurité de l'approvisionnement en énergie. La dépendance énergétique croissante de l'Union européenne est susceptible de devenir l'une de ses principales priorités. La région arctique répond à ce double besoin européen : se prémunir des incertitudes qui pourraient peser à l'avenir sur la disponibilité des réserves du Moyen-Orient et s'offrir une solution à la nécessaire diversification des approvisionnements.
  - Renforcer les liens avec les pays de la région et en particulier la Russie. L'Union européenne a tout intérêt à privilégier des liens politiques solides avec la Russie : elle est la clef de voûte de la sécurité de la région et un partenaire inévitable en matière d'approvisionnement énergétique. La dépendance de l'Union européenne à l'égard des réserves en gaz naturel de la Russie devrait en effet s'accroître à l'avenir.
- Les intérêts particuliers de la France.
  - Il est dans l'intérêt de la France de faire participer ses grandes entreprises au développement de la région et de s'y assurer la liberté de navigation.
  - La Norvège et la France sont associées, dans le domaine de l'énergie, par des liens historiques. La Norvège est le premier fournisseur de gaz de la France, avec

presque un tiers de la consommation française. Des entreprises françaises ont apporté leur contribution, sous forme de capitaux et de technologie, à l'exploitation des champs pétrolifères de Mer du Nord.

- Dans la bataille juridique sur le droit de la mer qui se profile, le statut des détroits canadiens constitue pour la France un enjeu stratégique. Le maintien du principe de la liberté de navigation est en effet une des conditions nécessaires à la dilution océanique de ses **SNLE**; et, donc, à la crédibilité de sa dissuasion nucléaire.

### **Comment les Européens peuvent-ils répondre aux défis que pose l'Arctique ?**

- Les défis que pose l'Arctique réclament des actions de coopération, et les pays européens peuvent s'y associer au travers de l'union européenne. . L'Union européenne entretient trois politiques de coopération avec les régions du Nord : la "dimension nordique", la coopération spécifique avec le Canada et la politique étrangère de sécurité et de défense (PESD) qui a l'ambition de maintenir la paix sur l'ensemble du continent. Ces politiques offrent à l'Union européenne l'opportunité de resserrer ses liens avec la Russie, la Norvège ou encore le Canada. Avec ces pays, l'Union peut doublement jouer de son influence.